

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY COUR D'APPEL DE NIAMEY REPUBLIQUE DU NIGER



# COMPTE RENDU D'AUDIENCE DE REFERE DU 23 OCTOBRE 2025

Greffière: Me AISSA MAMAN MORI **Présidente: MANI TORO FATI** 

ď RGDEMANDEUR(S DEFENDEUR(S) RESULTATS

2 01 319/25 336/25 **FINANCIERE (BNIF AFUWA)** D'INTERMEDIATION **BUREAU NATIONAL** LA SOCIETE DAR ES SALAM LA BANQUE DE L'HABITAT DU **UNITED STATES CONFERENCE NIGER (BHN)** OF CATHOLIC BISHOPS **CATHOLIC RELIEF SERVICE** R AU 06/11/2025 POUR TENTATIVE DE CONCILIATION R AU 06/11/2025 POUR CONCLUSIONS DU CABINET MAINASSARA.

### DELIBERES DU JOUR

379/25 LA SOCIETE NESTLE BURKINA LA COMMUNE URBAINE DE BIRNI KONNI

01

Le juge de l'exécution

Le Juge de l'exécution,

Statuant publiquement, contradictoirement, en premier ressort Constatons que la société Nestlé Burkina est une société de

droit Burkinabé dont le pays est patri avec le Niger à la pays de l'OCCAM; convention de coopération en matière judiciaire entre les

Tribunal de Commerce de Niamey - - Greffe --



www.tribunalcommerceniamey.ne



# TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY COUR D'APPEL DE NIAMEY REPUBLIQUE DU NIGER



# COMPTE RENDU D'AUDIENCE DE REFERE DU 23 OCTOBRE 2025

Greffière: Me AISSA MAMAN MORI **Présidente: MANI TORO FATI** 

	z <sub>°</sub>	
Control of the last	RG	
	DEMANDEUR(S	
	DEFENDEUR(S)	
	RÉSULTATS	

2 01 319/25 336/25 **BUREAU NATIONAL** FINANCIERE (BNIF AFUWA) LA SOCIETE DAR ES SALAM **D'INTERMEDIATION NIGER (BHN)** LA BANQUE DE L'HABITAT DU OF CATHOLIC BISHOPS **UNITED STATES CONFERENCE CATHOLIC RELIEF SERVICE** R AU 06/11/2025 POUR TENTATIVE DE CONCILIATION. R AU 06/11/2025 POUR CONCLUSIONS DU CABINET MAINASSARA

### **DELIBERES DU JOUR**

LA SOCIETE NESTLE BURKINA LA COMMUNE URBAINE DE BIRNI KONNI Le juge de l'exécution

Le Juge de l'exécution,

Statuant publiquement, contradictoirement, en premier ressort :

2

379/25

convention de coopération en matière judiciaire entre les pays de l'OCCAM; droit Burkinabé dont le pays est patri avec le Niger à la Constatons que la société Nestlé Burkina est une société de





### REPUBLIQUE DU NIGER COUR D'APPEL DE NIAMEY TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY



- Disons en conséquence n'y a avoir lieu au paiement de la cautio judicatum solvi;
- Nous déclarons en revanche incompétent pour connaître du présent litige en application de l'alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de l'AUPSR/VE
- renvoyons la requérante à mieux se pourvoir ainsi qu'elle avisera;
- condamnons la requérante aux dépens ;

Avise les parties qu'elles disposent de huit (08) jours pour interjeter appel à compter du prononcé de la presente ordonnance par déclaration au greffe du Tribunal de céans.

Arrêté le présent rôle à 03 Dossiers Fait à Niamey, le 23/10/ 2025

